

Burundi : manifestation contre "l'ingérence" du président de la Commission de l'UA

@rib News, 08/12/2018 Source Xinhua Des milliers de Burundais se sont rassemblés samedi dans l'ensemble des chefs-lieux des 18 administrations provinciales burundaises pour protester contre ce qu'ils ont qualifié "d'ingérence" du président de la Commission de l'Union Africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, dans les affaires relevant de la justice burundaise, selon la presse locale.

Le 2 décembre dernier, M. Mahamat avait publié une déclaration, au nom de la Commission de l'UA, dans laquelle il demandait au gouvernement burundais du président Pierre Nkurunziza, de "calmer le jeu" en s'abstenant de prendre certaines mesures, notamment "judiciaires", de nature à compliquer la recherche d'une solution au conflit burundais. Cette déclaration de M. Mahamat est sortie au lendemain de l'annonce en date du 30 novembre 2018, par le procureur général de la République du Burundi, Sylvestre Nyandwi, du lancement de 17 mandats d'arrêt internationaux, dont celui visant l'ancien chef d'Etat burundais Pierre Buyoya, contre les présumés commanditaires de l'assassinat du président Melchior Ndadaye. Premier président burundais démocratiquement élu le 1er octobre 1993, le président Ndadaye a été tué le 21 octobre 1993 au cours d'un coup d'Etat militaire, qui a emporté également certains de ses plus proches collaborateurs, dont le président de l'Assemblée nationale, Pontien Karibwami. "Nous soutenons fermement le parquet général de la République du Burundi pour sa récente décision portant sur le lancement des enquêtes sur les commanditaires de l'assassinat du président Ndadaye", affirmaient les manifestants placés à l'avant-garde de la marche organisée dans la Mairie de Bujumbura, dont le chef-lieu abrite la capitale burundaise. Cette marche-manifestation, partie du siège de la permanence nationale du Conseil National pour la Défense de la Démocratie-Forces pour la Défense de la Démocratie (CNDD-FDD, parti politique au pouvoir) situé en zone urbaine de Ngagara (nord de Bujumbura), s'est dirigée vers le monument de la Place de l'Indépendance au centre de la ville où Tharcisse Niyongabo, directeur du gouvernement et assistant du ministre de l'Intérieur, a prononcé le mot de circonstance. Ainsi, M. Niyongabo a déploré que M. Mahamat se soit arrogé le droit de "s'ingérer dans les affaires de la justice burundaise au nom de l'UA" alors qu'il n'en a pas les prérogatives. "Seul le sommet de l'UA peut statuer sur le cas de la situation burundaise", a-t-il tranché. Il a affirmé que le gouvernement burundais du président Pierre Nkurunziza soutenait totalement la décision du parquet général de la République portant sur la rouverture des enquêtes judiciaires relatives à l'assassinat du président Ndadaye, avec un accent sur les "planificateurs et commanditaires" de ce crime sanglant.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});